Marseille

Une terre d'asile séculaire à l'épreuve des politiques nationales
d'intégration

Serge Allemand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1944>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.1944

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2013

Pagination : 168-173

ISBN : 978-2-919040-21-6

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Serge Allemand, « Marseille », *Hommes & migrations* [En ligne], 1301 | 2013, mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1944> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.1944

REPÉRAGES

MARSEILLE

UNE TERRE D'ASILE SÉCULAIRE À L'ÉPREUVE
DES POLITIQUES NATIONALES D'INTÉGRATIONSERGE ALLEMAND, *fonction*

Marseille est une cité dont la réalité protéiforme ne correspond pas à l'image opaque, ambiguë, extrêmement contrastée qu'elle renvoie. Vouloir séparer Marseille de son image est vain car elle participe à la construction de l'histoire de cette ville. Si Marseille projette cette image forte dans l'imaginaire collectif, celle-ci fait l'objet d'une exploitation politique et médiatique dont l'enjeu est bien sûr d'occuper une certaine place sur la scène nationale, de reconquérir une splendeur passée, voire de lutter contre sa mauvaise réputation.

Lors des dernières émeutes en 2005, Marseille a été globalement épargnée par les violences urbaines qui touchaient l'ensemble du territoire national. Apparemment le sentiment de rejet des habitants des quartiers Nord ne semblait pas aussi exacerbé que dans les autres banlieues françaises.

Pourquoi Marseille n'a pas brûlé

L'histoire de Marseille, ville de migrations et d'immigrations, peut nous apporter des éléments explicatifs. La communauté maghrébine forme avec les autres communautés une mosaïque de peuples qui fait depuis toujours par son cosmopolitisme la richesse de la ville. L'histoire de Phocée montre que la communauté maghrébine est bien intégrée dans la population locale, au même titre que les communautés étrangères qui l'ont précédée.

Mais avant d'aborder l'étude du fait migratoire marseillais et de son impact probable ou non sur la cohésion sociale, nous pouvons nous demander si l'action même de la société ne relèverait pas d'une politique d'entraide ou d'une solidarité qui se fonderait sur la forte tradition d'accueil locale.

Une autre explication réside dans le choix judicieux de l'aménagement urbain. De nombreuses voies de communication relient la périphérie au centre urbain, désenclavant ainsi la banlieue et donnant au centre-ville un accès direct. Le réseau de transports prévoit de nombreuses lignes et une fréquence régulière des services entre le centre-ville et sa périphérie.

En seconde analyse, examinons ce qui pourrait inspirer aux habitants de la banlieue marseillaise un sentiment d'intégration à la communauté urbaine. Dans *Le Monde* du 15 décembre 2005, Michel Samson voit dans le phénomène de paix civile les résultats d'une politique de l'emploi active menée sur le terrain par les associations – le chômage passe de 37 % à 16 % en quelques années. J'y ajouterais le rôle déterminant des enseignants de collèges et de lycées, notamment dans les banlieues, qui, par d'inlassables efforts pédagogiques – explications sur le sens des émeutes et leurs causes, par exemple, tout en condamnant la violence –, ont fait de leurs salles de classe des lieux de débat social. Il est permis de penser que ces lieux d'expression démocratique que peuvent être des salles de classe ont pu transformer les élans de solidarité envers les émeutiers en mode de pen-

sée non violente et de lutte pacifique contre les injustices sociales.

L'impact d'un maillage étroit des quartiers par les associations civiles apparaît indiscutable. Les observateurs ont pu remarquer également l'action sociale au quotidien menée depuis des années, discrète et peu ostentatoire, par certaines associations religieuses auprès de la communauté musulmane, défendant les valeurs d'un islam modéré comme le respect de l'autre et de l'ordre social, l'observation des lois et la bonne conduite en général¹. Certes, ce travail social mené au quotidien par différents acteurs institutionnels, qui par leur métier pouvaient exercer une mission éducative, a eu une fonction pacificatrice. Mais cette action sociale aurait-elle été aussi efficace si elle n'avait pas trouvé d'écho dans l'histoire et la culture phocéennes ?

Marseille au croisement des mondes

Née au VI^e siècle av. J.-C. d'une histoire d'amour entre une princesse ligure Gyptis et un marin grec Protis, Marseille n'était-elle pas prédestinée à devenir une terre d'accueil ? Les noces de la belle avec un étranger allaient sceller, dans l'imaginaire collectif, la vocation locale d'hospitalité et d'intégration des étrangers comme si, dès ses origines, Marseille marquait sa volonté d'être une terre de métissages. La tradition d'accueil de Marseille s'explique par une situation géographique particulièrement favorable. La cité est la voie naturelle qui relie le Nord au monde méditerranéen. Cet atout géographique est également un atout stratégique décisif pour le développement économique de la ville. Sa situation géopolitique aux confins de l'Orient et du monde occidental est exceptionnelle pour favoriser les échanges éco-

nomiques et culturels entre les civilisations. Un des traits culturels de Marseille est sa farouche volonté d'indépendance, sa revendication d'autonomie. Tout au long de son histoire, la ville semble s'être opposée au pouvoir de l'État français, ou du moins ne pas avoir nécessairement accepté de s'y soumettre. Si l'opposition avec l'État n'est pas frontale, Marseille aime à marquer sa désobéissance en imposant, par exemple, contre l'autorité publique et dans un contexte national souvent hostile, sa volonté de rester une terre d'asile pour les réfugiés politiques (arméniens, italiens, espagnols) ou une terre d'accueil pour la migration économique (italienne et algérienne). *"Souvenons-nous, dit Émile Témime², de la tolérance qui permet aux juifs d'obtenir à Marseille plutôt qu'ailleurs en France les droits réels de citoyenneté."*

Déjà, dès le XVI^e siècle, *"le fonctionnement même de la cité, souligne ce même auteur, ignore les barrières nationales, et la citoyenneté y est accordée avec une grande liberté³"*. On pourrait dire en quelque sorte que la désobéissance de la ville par rapport à l'État se marque davantage par l'affirmation ostentatoire de cette culture de l'hospitalité et de l'accueil.

Marseille, entre le XVI^e et le XVII^e siècle, se démarque par sa tolérance vis-à-vis des étrangers et ce, malgré un contexte hostile et explosif bien souvent de caractère xénophobe. La cité apparaît déjà comme une terre de contrastes et de contradictions conciliant les tensions les plus xénophobes avec une culture d'hospitalité envers les étrangers. Émile Témime relève ce trait marquant de la culture locale : *"Les oppositions parfois virulentes, les explosions locales [...] ne doivent pas faire oublier une acceptation finalement plus rapide qu'en d'autres régions des minorités les moins bien traitées et les moins considérées⁴."* Marseille s'impose assez vite comme une ville ouverte aux migrations.

1. D'après un entretien entre notre collègue, Hammoudan Abdelouahid, linguiste et spécialiste de langue et civilisation arabes, et le directeur de l'Imem (Institut méditerranéen des études musulmanes) à Marseille, Mr Azzedine Ainouche. 2. Émile Témime, in *Migrations*, tome I, Édisud, Aix-en-Provence, 1989, pp. 148-149. Il semble que cette tolérance accordée aux juifs ait été donnée sous Colbert, d'après la compréhension que nous avons du texte de référence où ne figure pas de date précise. 3. *Ibid.*, p.147. 4. *Ibid.*, p.149.

REPÉRAGES

Une ville d'immigrations et de transit

L'ouverture aux étrangers "*s'impose comme un impératif économique*". La ville a toujours eu besoin de travailleurs. Marseille accueille donc provisoirement une main-d'œuvre abondante, bon marché et peu qualifiée. Une population flottante, qui n'envisage pas forcément de s'installer, transite par ce port qui constitue "*un centre essentiel de distribution pour les marchandises qui viennent s'y entreposer*". La fonction de transit s'affirme dès le XVI^e siècle, la cité phocéenne devient alors un point de passage permanent pour les marins du Cap corse et les aventuriers rejoignant les milices des royaumes de France et d'Espagne.

Plus tard, Marseille conservera cette fonction de transit pour la migration italienne qui s'installe massivement dès le début du XX^e siècle. Les

migrants viennent essentiellement de Toscane, du Piémont et même de Naples. Cette migration est à la fois économique et politique car certains fuient le fascisme mussolinien et organisent depuis leur pays d'accueil la résistance contre leur régime politique. Marseille continue d'être cette

voie de passage pour une migration économique entre 1914 et 1927. Une main-d'œuvre d'origine algérienne abondante est ensuite recrutée par les entreprises locales. Il ne s'agit pas encore d'une main-d'œuvre étrangère puisque l'Algérie est un département français. Marseille sait être aussi cette ville d'accueil pour l'exode juif vers la Palestine en 1948. L'appel des étrangers pour cette ville y semble naturel, pour

des fins autant économiques que politiques. Ces flux migratoires continus ont produit également un brassage de populations. La ville est devenue au fil du temps un creuset ethnique, une mosaïque de communautés ayant appris à coexister de façon pacifique. Témime définit ce fait comme un trait appartenant à la tradition de la ville : "*La cohabitation des communautés, par-delà les interdits et les méfiances, est une réalité ancienne*"⁶. Si ce cosmopolitisme s'inscrit très vite comme un trait culturel, c'est grâce notamment à la volonté des autorités municipales en place qui savent ce que leur ville doit à l'apport des étrangers. Marseille le leur rend bien. N'est-ce pas une des premières villes françaises à élire à la plus haute fonction un de ces fils d'immigrés italiens, Henri Tasso, en 1930, marquant d'un symbole fort sa politique volontariste d'intégration ?

L'assimilation des communautés étrangères reste un processus actif dans la ville, facilitée par la tradition locale, le soutien politique, mais également par une organisation sociale ancienne qui s'appuie sur des réseaux de solidarité de type clanique installés depuis l'Ancien Régime pour le bénéfice d'abord des Gênois et des Catalans ; des solidarités d'intérêt ont rapproché plus tard Grecs orthodoxes et juifs sépharades. L'historien note l'existence aussi d'une "sociabilité obligée", celle des meublés et des garnis qui, avant les Arabes, a permis aux Piémontais et aux Gavots de s'installer dans la ville. Dans la cité, le système d'accueil est capable d'absorber les flux migratoires successifs qui transitent par Marseille. Ces filières migratoires de la pauvreté ont un intérêt principalement économique. Comme nous le mentionnons plus haut, la cité marseillaise s'est également imposée dans le paysage français comme une terre d'asile politique pour certains peuples contre une politique nationale d'immigration plus hésitante, plus prudente.

N'est-ce pas une
des premières villes
françaises à élire à la plus
haute fonction un de
ces fils d'immigrés italiens,
Henri Tasso, en 1930,
marquant d'un symbole fort
sa politique volontariste
d'intégration ?

5. *Ibid.*, pp. 149-150. 6. *Ibid.*, p. 75.

Dans les années 1930 où la montée des nationalismes fait irruption en Europe, Marseille se positionne comme un point de refuge actif où s'organise la résistance aux pouvoirs fascistes. Les Italiens organisent depuis Marseille la résistance au régime mussolinien et peuvent compter sur le soutien de l'administration préfectorale qui résiste aux pressions du consul d'Italie, Baduzzi. Depuis Marseille s'organise également la résistance républicaine espagnole au régime dictatorial franquiste : *"Le port de Marseille devient le point d'acheminement principal d'une aide matérielle à la résistance républicaine"*.⁷ Pourtant, malgré ses bonnes intentions, Marseille est considérée avec méfiance, comme rattrapée par sa mauvaise réputation. Pour une partie de l'opinion publique, ce cosmopolitisme aux intentions généreuses pourrait être le siège de complots révolutionnaires et nourrir les pires fantasmes d'insécurité et de terrorisme. Que peut-on opposer aux détracteurs de la cité quand l'assassinat du roi de Yougoslavie et du ministre des Affaires étrangères Louis Barthou survient le 9 octobre 1934 ?

C'est à peu près à cette même période – dès 1929 – que l'on assiste localement à la collusion entre pègre et pouvoir politique⁸. Simon Sabiani, en tant que premier adjoint de la municipalité, s'assure, en distribuant de bons services, la fidélité d'une certaine clientèle.

C'est le début d'un système de gouvernance qui sera reconduit par les maires successifs. Gaston Defferre scellera une alliance entre un puissant syndicat (Force ouvrière) et sa municipalité, que réutiliseront Vigouroux et Gaudin, ses successeurs à la mairie de Marseille. Il est vrai que sous l'ère Sabiani, deux parrains marseillais Carbone et Spirito utilisent des méthodes proches du

clientélisme traditionnel. Les caïds assurent aux habitants des quartiers pauvres ordre, protection et travail contre de petits services. Le contrôle des quartiers est subtil : *"Les parrains des vieux quartiers ne sont pas forcément perçus comme des voyous par la population locale mais comme des protecteurs/bienfaiteurs"*.⁹ Ce qui fait l'originalité de ce système est qu'il participe efficacement à la cohésion sociale de la cité en établissant un maillage étroit des réseaux de solidarité dans ces quartiers (Belle de mai, Le Panier, Saint-Jean). Ce clientélisme est une politique d'entraide à l'échelle de la ville répondant, souligne l'historien, *"aux besoins des hommes et des communautés qui les regroupent"*.¹⁰

Il a aussi fonctionné comme voie de promotion sociale et d'intégration pour les immigrés. Henri Tassot facilita, par exemple, la naturalisation de nombreux compatriotes italiens et d'immigrés arméniens. Certes, la proximité des pratiques clientélistes entre la municipalité et le milieu a eu un impact préjudiciable sur l'image de la ville, en même temps qu'elle lui assurait une certaine stabilité sociale et économique. Sur le plan social, l'ordre était maintenu du fait d'une coexistence pacifique entre les communautés.

Au cours du XX^e siècle, à partir des années 1930, il semble que le clientélisme systématisé en mode d'organisation sociale a été un élément décisif de cohésion sociale et de stabilité politique dans le sens où la fidélité cultivée d'un électorat a pu garantir la longévité des équipes municipales au pouvoir.

Pour une partie de l'opinion publique, ce cosmopolitisme aux intentions généreuses pourrait être le siège de complots révolutionnaires et nourrir les pires fantasmes d'insécurité et de terrorisme.

7. *Ibid.*, p. 149. 8. On a pu observer une certaine proximité à partir des années 1930 entre certains parrains corses et italiens du grand banditisme et le pouvoir local – Carbone et Spirito, d'abord, puis Mémé Guérini dans les années 1970 –, mais cette proximité ne nous permet pas de conclure à des liens organiques ou à des alliances passées entre les uns et les autres. On peut supposer qu'une paix concertée était entendue sur la base de respect d'intérêts communs. 9. Émile Témime, in *Migrations*, tome III, Edisud, Aix-en-Provence, 1989, p. 110. 10. *Ibid.*, p. 111.

REPÉRAGES

La mosaïque fraternelle de Marseille

Si le développement de son port a fait de Marseille une ville accueillante et ouverte, l'histoire contemporaine de la cité est marquée par de forts symboles d'unité sociale. Le stade vélodrome est l'un de ces espaces mythiques où l'identité marseillaise manifeste son intégrité derrière l'équipe de football ; elle transcende dans cet espace le sentiment d'appartenance communautaire par l'intensité de la ferveur qui la lie aux joueurs. Sur le plan culturel, le site de la Fiesta des Suds a été, depuis sa création, un lieu d'expression de la mixité sociale. Là, depuis une quinzaine d'années, bobos et banlieusards marseillais se côtoient avec le même attachement aux musiques méditerranéennes.

Ces deux espaces sont des lieux symboliques où s'affirme de façon ostentatoire l'unité sociale de la ville.

Ces lieux sont fédérateurs parce qu'ils mobilisent la population marseillaise sur le partage de certaines valeurs depositaires de l'identité locale : une tradition festive de partage pour les musiques, les saveurs, les cuisines et la passion du football. Ces institutions rappellent avec force l'identité marseillaise méditerranéenne et cultivent avec une joie et une ferveur partagées l'identification à une même communauté. Parmi les événements les plus marquants du rayonnement de la ville, la victoire de l'Olympique de Marseille dans la Coupe européenne des cham-

pions en 1993 a renforcé dans la population locale ce sentiment d'appartenance auquel s'est greffée une fierté commune. Le phénomène d'identification de la population locale envers son équipe de football contribue efficacement à l'intégrité de l'identité marseillaise.

Marseille s'émancipe difficilement d'une image conflictuelle et contrastée qui lui colle à la peau. Le seul XX^e siècle a été le théâtre de faits d'une exceptionnelle violence – l'assassinat du roi de Yougoslavie en 1934 et une série de règlements de comptes mafieux, dont le meurtre spectaculaire du juge Michel¹¹ et la tuerie du Bar du Téléphone dans le quartier du Cannel. Ces faits d'une rare violence ont valu à Marseille pendant cette période le surnom de "Chicago" connu dans les années 1930 comme le siège du trafic d'alcool et le règne d'Al Capone, parrain du grand banditisme américain. Marseille traversa également des périodes d'instabilité politique, lorsque la ville fut par exemple mise sous tutelle sous la magistrature Tasso après l'incendie des Galeries Lafayette¹².

Malgré ces périodes exceptionnellement agitées, il semblerait que Marseille ait su rester fidèle à sa tradition séculaire de terre d'asile pour sa mosaïque de communautés. Malgré des périodes de tensions et de rejet xénophobes – souvenons-nous des "vêpres marseillaises"¹³ et de la victoire écrasante du parti frontiste en 1980 qui traduisait le racisme anti-arabe –, les différentes communautés ont su au fil du temps s'intégrer et coexister entre elles.

Le traitement égalitaire que le pouvoir municipal accorde à ces différentes communautés doit être également analysé. Si la cité phocéenne a

¹¹. Le juge Michel enquêtait dans les années 1970 avec son homologue italien le juge Falcone sur l'organisation du trafic d'héroïne de la French Connection et s'attelait au démantèlement des mafias italienne et française.

¹². Émile Témime, in *Migrations*, tome III, op. cit., p. 128 "L'incendie des Galeries Lafayette à la fin du mois d'octobre 1938 provoqua une mise sous tutelle administrative de la ville pour une période de six ans. Le chef du gouvernement français en congrès alors avec le parti radical à Marseille constate la pénurie des moyens dont dispose la municipalité pour combattre cet incendie. Par le décret du 20 mars 1939, il supprime les fonctions de maire, nomme un administrateur provisoire extraordinaire [...]. Dans la pratique, la ville perd son autonomie pendant six années."

fonctionné depuis ses origines comme un creuset accompli, assimilant les uns après les autres les flux migratoires qu'elle abritait, qu'en est-il exactement de l'intégration de la communauté algérienne et musulmane dans la cité ? Le projet d'une Grande Mosquée sur la Butte des Carmes était, dès 1943, dans les cartons des autorités administratives. Mais cette idée fut plusieurs fois abandonnée car la communauté musulmane avait échoué, selon les pouvoirs publics, à se doter d'un leadership représentatif des nombreuses tendances qui la composaient. La municipalité avançait volontiers l'argument du conflit dans la représentation institutionnelle musulmane pour justifier l'échec du projet, laissant sous-entendre la responsabilité de l'autorité institutionnelle dans ce conflit. L'argument était aisé, mais dissimulait à peine le manque de volonté politique pour doter la communauté musulmane d'une représentation forte et équitable.

Il semble que les municipalités successives aient failli à leur mission d'intégration en ce qui concerne cette communauté maghrébine.

Émile Témime¹⁴ rappelle qu'une communauté n'est vraiment installée dans la cité qu'à partir du moment où elle dispose d'un lieu de culte, d'un lieu de sépulture et d'une école où sont transmis les textes sacrés. Au moment où nous écrivons ces lignes, Marseille n'est toujours pas dotée d'un cimetière musulman et ne dispose que d'un simple carré dans un cimetière municipal¹⁵. Par ailleurs, la communauté musulmane ne possède pas d'écoles privées où elle pourrait, à l'instar

d'autres communautés, enseigner à ses enfants, outre les programmes nationaux, la foi musulmane. Heureusement, le projet de la Grande Mosquée, tant promis et tant attendu, connaît de beaux jours. La mairie a délivré le permis de construire. L'édifice était prévu pour 2011, à Saint-Louis dans le 15^e arrondissement de la ville.

Marseille n'échappe pas, malgré sa tradition de ville ouverte, aux stigmates de la période coloniale, considérant ses enfants d'immigrés à travers la matrice coloniale qui inscrit les uns et les autres dans des rapports sociaux inégalitaires, à des places et statuts hérités de l'empire colonial. Il semblerait que Marseille et sa municipalité continuent de marginaliser sa communauté musulmane.

Certes, celle-ci doit engager elle-même son processus d'institutionnalisation dans la cité comme les autres communautés l'ont fait précédemment. Néanmoins, considérant le traumatisme du passé colonial, le soutien municipal semblerait un geste décisif et un acte de reconnaissance politique nécessaire à l'installation de la communauté musulmane dans la cité.

Pour conclure, restons sur le message optimiste d'Émile Témime qui a consacré sa vie à tester la puissance intégrative du creuset marseillais : *"N'accordons pas trop de place aux fantasmes et aux stéréotypes, souvent hérités de l'époque coloniale, aux rancœurs entretenues par les violences de la décolonisation et par les déceptions de l'immigration. Tout cela s'efface avec le temps ; mais il faudra sans doute plus d'une génération"*¹⁶. ■

¹³. En juin 1881, des incidents ont lieu contre la communauté italienne violemment prise à partie par la population marseillaise absolument déchaînée. Les incidents ont éclaté après l'arrivée des troupes de la brigade Vincendon, rentrant de Tunisie. Les journées du 19 et du 20 juin 1881 ont été d'une rare violence. La "course à l'Italien" se poursuit, dans la lignée des ratonnades ou chasses à l'Arabe dans les années 1960 en France. Au total, on comptera officiellement 3 morts, 21 blessés hospitalisés, dont 15 Italiens. Émile Témime rappelle que les incidents auraient pu être beaucoup plus graves si les gouvernements italien et français n'avaient pas montré une aussi bonne volonté à résoudre ce conflit. Voir Émile Témime, in *Migrances*, op. cit., p. 132.

¹⁴. Émile Témime, in *Migrances*, tome IV, Edisud, Aix-en-Provence, 1989, p. 141. Sur les conditions d'installation d'une communauté dans la cité, l'historien précise qu'il lui faut disposer de trois lieux : *"Le temple où on se réunit, l'école où on lit et où on apprend les textes sacrés, le cimetière où on enterre ses morts. Le processus d'intégration religieuse dans la ville commence par la concession de cimetières particuliers."* ¹⁵. Il s'agit du cimetière Saint-Pierre de Marseille.

¹⁶. Émile Témime, in *Migrances*, tome IV, op. cit., p. 195.